



LA FEDERATION COMMUNIQUE

TVA SOCIALE

C'EST NON !

Les échéances électorales se rapprochant, le patronat remet sur le tapis la Tva sociale, soutenu par les forces réactionnaires de droite, d'extrême droite et social-démocrates. L'antienne de « l'allègement des charges qui pèsent sur le travail » court sur toutes les ondes. Cette « allègement » serait compensée par une Tva dite « sociale », soit un impôt le plus injuste puisqu'il est payé par tout le monde quel que soit le revenu. Quelques vérités méritent d'être rappelées.

En premier lieu, « l'allègement » exigé par le patronat coûte déjà 90 milliards à la collectivité en exonérations de cotisations sociales annuelles qui sont passés sous silence.

En second lieu, le patronat est pris dans les contradictions inhérentes au système capitaliste. La pression sur les salaires et la baisse du pouvoir d'achat réduisent les débouchés et plombent la croissance économique. Le patronat refuse d'augmenter les salaires qui se traduirait automatiquement par une baisse de ses profits. Depuis plusieurs décennies, le partage des richesses créées par les salariés se fait à leur détriment et vient grossir les dividendes versés aux actionnaires. Donc, la fausse solution avancée par le patronat pour soi-disant augmenter les salaires serait de réduire les cotisations sociales.

En troisième lieu, tous ceux qui militent pour une baisse des cotisations sociales ou un « allègement du coût du travail » s'ingénient à embrouiller les salariés en dévoyant la conception du financement de notre système de Sécurité sociale. Entre « cotisations des entreprises et celles des salariés », entre « salaire brut et salaire net », ceux qui veulent casser notre Sécu passent sous silence sa conception révolutionnaire mise en place par le Conseil national de la Résistance et le ministre communiste Ambroise Croizat. La réalité ? Les cotisations sociales sont une partie du salaire, donc du paiement de la force de travail, qui est socialisée (ou différée) pour financer notre Sécu. S'il y a baisse des cotisations sociales, il y a vol d'une partie du salaire des travailleuses et des travailleurs. Les salariés devront se financer une protection sociale en fonction de leur salaire, soit des inégalités encore aggravées dans l'accès aux soins et à la santé.

Enfin, ce qui est en ligne de mire depuis 1945, c'est la remise en cause, par le patronat et les forces à son service, de notre Sécu solidaire et universelle, mais aussi de notre système de retraite par répartition. Le patronat n'a jamais accepté cette conception révolutionnaire du financement de notre protection sociale qui, encore pour une large part, échappe aux lois du marché capitaliste et aux requins de la finance. C'est tout l'enjeu qui se joue.

D'autre part, la Tva, qu'elle soit « sociale » ou autre, est l'impôt le plus injuste qu'il soit. Notre fédération, comme la Cgt, s'est toujours prononcée contre le principe même de la Tva, et à tout le moins sa suppression pour les produits alimentaires de première nécessité et un taux à 5,5 % sur les autres produits alimentaires. On touche là au cœur de l'affrontement de classe, l'urgence est à l'augmentation des salaires. Déjà cause des nombreuses luttes dans nos professions, elle sera au centre des revendications des salariés lors de la journée d'action du 15 septembre prochain.

Montreuil,
Le 9 septembre 2026